



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

132^{ème} Assemblée de l'UIP

Hanoï (Viet Nam), 28 mars - 1^{er} avril 2015



Conseil directeur
Point 7

CL/196/7e)-R.1
17 février 2015

Rapports sur de récentes réunions spécialisées de l'UIP

e) Table ronde parlementaire en marge de la Conférence internationale sur l'impact humanitaire des armes nucléaires

9 décembre 2014 – Vienne, Autriche

Le 9 décembre 2014, le Parlement autrichien a organisé, en collaboration avec l'Union interparlementaire (UIP) et le réseau des Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement (PNND), une table ronde traitant de l'action parlementaire pour un monde exempt d'armes nucléaires.

La tenue de cette table ronde parlementaire, en marge de la Conférence internationale sur l'impact humanitaire des armes nucléaires réunie à Vienne, traduisait la conviction que les parlementaires assument une responsabilité particulière, qui consiste à veiller à ce que les gouvernements tiennent compte de la volonté collective de l'humanité de vivre dans un monde exempt d'armes nucléaires et qu'ils respectent l'obligation qui leur est faite d'œuvrer en ce sens.

Au cours cette rencontre, priorité a été donnée aux initiatives que les parlementaires du monde entier pourraient prendre pour exclure l'armement nucléaire des doctrines de sécurité et soutenir la tenue de négociations visant à abolir les armes nucléaires. Des parlementaires représentant une bonne douzaine de pays d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, du Pacifique et du Moyen-Orient, ainsi que des représentants d'Organisations non gouvernementales (ONG) étaient présents. Les participants ont cité des exemples d'action parlementaire et suggéré des pistes de réflexion et des stratégies d'action future.

La table ronde est ouverte par Mme Christine Muttonen, Présidente et membre du Conseil national autrichien, également co-Présidente de PNND. Mme Muttonen rappelle aux participants la 21^{ème} Conférence sur la paix universelle, que Bertha von Suttner et Alfred Hermann Fried, lauréats autrichiens du Prix Nobel de la paix, avaient l'intention d'organiser à Vienne un siècle plus tôt. Elle n'a toutefois jamais eu lieu du fait du déclenchement de la Première Guerre mondiale et, aujourd'hui encore, stabilité, sécurité et paix font cruellement défaut dans le monde. Mme Muttonen souligne plus particulièrement le danger que constituent les armes nucléaires, dont le nombre dépasse 16 000, et invite les parlementaires à parler de ces questions, à collaborer avec la société civile et à exhorter leur gouvernement à continuer à œuvrer pour libérer le monde de l'arme nucléaire.

Mme L.A. Rojas-Hernandez, parlementaire (Mexique), souligne à quel point il est important d'éliminer l'armement nucléaire de la doctrine de sécurité et précise que cet objectif pourrait être atteint grâce à des zones exemptes d'armes nucléaires. Elle cite en exemple le Traité de Tlatelolco, dont les 33 pays d'Amérique latine sont signataires, et qui a permis de créer la première zone exempte d'armes nucléaires. Elle se prononce en faveur de la création de zones comparables en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient.

M. V. Rogalev, parlementaire (Kazakhstan), et membre du Conseil du réseau Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement (PNND), rappelle aux participants les essais nucléaires réalisés par l'Union soviétique au Kazakhstan, ainsi que les conséquences humanitaires et environnementales désastreuses de tels essais sur les générations actuelles et futures. Il évoque également le projet ATOM, campagne internationale en faveur de l'abolition des essais nucléaires, lancée lors de l'Assemblée 2012 de PNND sous la houlette de personnes ayant été exposées au rayonnement nucléaire.

*M. M. Chungong, Secrétaire général de l'Union interparlementaire (UIP), évoque la résolution sur la contribution des parlements à l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires adoptée par l'UIP en mars 2014. Cette résolution, soutenue par tous les Parlements membres de l'UIP, y compris les Parlements de pays possédant l'arme nucléaire et s'inscrivant dans le cadre de doctrines faisant appel à la dissuasion nucléaire, demande la suppression de la place ménagée aux armes nucléaires dans les doctrines et politiques de sécurité, ainsi que l'ouverture de négociations sur une convention sur les armes nucléaires ou une série d'accords. M. Chungong invite les parlementaires à adopter des lois nationales interdisant les armes nucléaires et évoque d'autres stratégies de nature à permettre aux parlementaires d'œuvrer en faveur d'un monde sans armes nucléaires. Il relève que l'UIP a fait parvenir à tous les parlements le Guide intitulé *Promouvoir la non-prolifération et le désarmement nucléaires*, publié en collaboration avec PNND dans le but d'aider les parlementaires à s'engager dans ce domaine.*

M. R. van Riet, Coordonnateur de PNND pour le Royaume-Uni, Coordonnateur du Programme sur le désarmement du World Future Council et co-auteur du guide UIP-PNND, cite des exemples d'action parlementaire en faveur du désarmement nucléaire, notamment l'adoption par les parlementaires de lois interdisant le recours à l'arme nucléaire, le soutien exprimé pour les initiatives des Nations Unies et la mise à profit des compétences budgétaires du Parlement pour faire cesser le financement des programmes de fabrication d'armes nucléaires ou les investissements dans des sociétés produisant de telles armes. Il ajoute également que les membres du réseau PNND organisent des conférences et des débats au parlement pour sensibiliser leurs confrères aux conséquences humanitaires des armes et des accidents nucléaires.

M. M. Robson, ancien Ministre néo-zélandais du désarmement, présente la législation adoptée par la Nouvelle-Zélande pour dénucléariser son territoire. Il relève que l'une des pierres de touche de la politique de sécurité menée par la Nouvelle-Zélande était la dissuasion nucléaire élargie, qui s'inscrivait dans le cadre de l'alliance militaire baptisée ANZUS, soutenue par l'opinion publique pour des raisons historiques et du fait qu'elle se sentait menacée. Les désastreuses conséquences humaines des essais nucléaires menés dans le Pacifique et le renforcement des mécanismes onusiens de coopération en matière de sécurité ont retourné l'opinion publique, aujourd'hui très majoritairement en faveur de la politique de désarmement nucléaire. Cet exemple montre comment d'autres pays, à l'heure actuelle persuadés de ne pas pouvoir se passer de la dissuasion nucléaire, pourraient évoluer.

M. J. Corbyn, parlementaire (Royaume-Uni) et Vice-Président de la campagne pour le désarmement nucléaire, se félicite de la participation du Royaume-Uni et des Etats-Unis à la Conférence internationale de Vienne et invite les autres Etats détenteurs de l'arme nucléaire à faire de même la prochaine fois. M. Corbyn évoque les questions posées par ses collègues britanniques de PNND et lui-même, ainsi que les débats qu'ils ont engagés dans le but de convaincre le Gouvernement de leur pays d'assister à la Conférence internationale de Vienne, ainsi que pour aborder d'autres points clés, notamment contester le renouvellement et l'élargissement prévus du système d'armement nucléaire Trident. M. Corbyn invite également ses collègues parlementaires à s'engager davantage en faveur de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

M. J.-M. Collin, Coordonnateur de PNND pour la France, aborde la question des Etats possédant l'arme nucléaire et appelle de ses vœux un mécanisme international de nature à garantir que les Etats respectent les traités internationaux sur le désarmement nucléaire. M. Collin relève également que le désarmement nucléaire pose problème sur le plan politique parce que l'armement nucléaire est encore fréquemment considéré comme une marque de puissance. Abolir l'arme nucléaire exigera donc de faire évoluer les mentalités. En France, PNND a commencé par

lancer la discussion à l'Assemblée nationale et au Sénat dans le cadre de réunions multipartites. M. Collin a transmis à la Conférence internationale de Vienne une lettre signée par 11 parlementaires français de partis différents, dont M. Hervé Morin, ancien Ministre français de la Défense.

M. Y. Komizo, Secrétaire général de Maires pour la Paix, souligne l'importance de la coopération entre les parlementaires et les maires, ainsi que le pouvoir détenu par l'opinion publique. Ces deux éléments pourraient contribuer à ce que la mobilisation universelle en faveur de l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires soit suivie d'effets.

M. S. Heinze, représentant du Forum de la société civile d'ICAN, évoque la coopération entre la société civile et les parlementaires et appelle de ses vœux une participation majeure de la société civile aux conférences et réunions.

Mme T. Cronberg, co-Présidente de PNND, brosse un tour d'horizon des perspectives politiques futures de l'action parlementaire visant à instaurer un monde sans armes nucléaires. Elle invite les parlementaires à œuvrer à un meilleur respect des traités internationaux en matière de désarmement nucléaire et à investir les fonds actuellement consacrés à la conception d'armes nucléaires dans des projets humanitaires et la lutte contre les changements climatiques.

Les allocutions des orateurs invités sont suivies d'un débat ouvert et constructif. M. A. Robertson (parlementaire, Ecosse) a transmis à la Conférence internationale de Vienne une lettre officielle de Mme N. Sturgeon, Premier Ministre écossais. Dans cette lettre, le Premier Ministre relève que toute la flotte et les armes nucléaires britanniques sont stationnées en Ecosse, en dépit de la virulente opposition aux armes nucléaires manifestée par l'opinion publique et le Parlement écossais.

M. M.U. Khan Badal, parlementaire (Bangladesh), Président de la Section du Bangladesh de PNND, évoque la situation du Bangladesh, pays entouré d'Etats détenteurs de l'arme nucléaire. Il explique quelles mesures le Bangladesh a prises à l'échelle nationale et internationale pour soutenir le désarmement nucléaire et ajoute que le Parlement de son pays est déterminé à continuer à contrer la menace que constituent les armes nucléaires en Asie du Sud. Il déplore que des ressources soient consacrées à l'armement nucléaire, se félicite qu'Ed Markey, co-Président de PNND, ait présenté au Sénat américain le projet de loi SANE (Smarter Approach to Nuclear Expenditure) et propose d'utiliser dans un contexte plus large le slogan "Préparons notre avenir en gelant la production d'armes nucléaires" figurant dans ce document, afin de sensibiliser la société civile à cette cause.

M. P. Dewar, parlementaire (Canada), co-Président de PNND, propose l'établissement d'un inventaire des "zones à risque" sur le plan nucléaire incluant les zones dans lesquelles sont testées et utilisées des armes nucléaires, celles dans lesquelles elles sont déployées, ainsi que les régions affectées par des conflits créant un risque d'utilisation de l'arme nucléaire. Il espère que les parlementaires du monde entier intensifieront encore davantage leur collaboration pour faire connaître ces zones et défendre une sécurité ne dépendant pas du nucléaire.

M. G. Asadoloahi, parlementaire (République islamique d'Iran), relève que la possession, la menace ou l'utilisation d'armes nucléaires iraient à l'encontre des principes fondamentaux de l'Islam et assure aux participants que l'Iran tient à ce que le monde soit exempt d'armes nucléaires. M. R. Norouzi, parlementaire, souligne que la politique menée par l'Iran est favorable à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Mme A.A. Maddison, parlementaire (Iles Marshall) et ancienne Présidente de PNND, citant la hausse alarmante du nombre d'enfants mort-nés, des cancers et des malformations de naissance (ravages qui affecteront de nombreuses générations) constate que les Iles Marshall offrent le triste exemple des conséquences humanitaires désastreuses des armes nucléaires. Mme Maddison invite également ses collègues à prier leur gouvernement de soutenir la plainte déposée par les Iles Marshall devant la Cour internationale de Justice (CIJ) pour non-respect des obligations en matière de désarmement nucléaire des Etats détenteurs de l'arme nucléaire.

Mr. M. Cerić, représentant de Religions pour la paix, souligne qu'il est essentiel de régler les différends religieux ou autres entre pays par le respect, la compréhension et le souci de la sécurité commune plutôt que par la menace ou le recours à la force. Il annonce que Religions pour la paix a publié un Guide sur le désarmement nucléaire à l'intention des communautés et des dirigeants religieux, écrit par Alyn Ware, qui met en évidence le lien entre les convictions religieuses et l'exigence de finir avec le nucléaire. Il précise que la politique ne doit pas être dominée par la religion (ni en être séparée) et plaide par conséquent en faveur de l'intensification de la coopération entre dirigeants religieux et milieux politiques.

M. U. Finckh-Krämer, parlementaire (Allemagne), déplore que le débat concernant le rôle joué par l'armement nucléaire ayant lieu à l'OTAN se déroule pour une large part à huis clos entre représentants gouvernementaux uniquement. Les parlementaires ne sont pas invités à prendre part aux discussions politiques et ils ne sont même pas officiellement informés de l'existence d'armes nucléaires ni des politiques visant à déployer de telles armes dans les pays de l'OTAN concernés par le partage du nucléaire. Il faut que les parlementaires des pays membres de l'OTAN évoquent les questions de dissuasion nucléaire et trouvent des solutions leur permettant d'exercer des pressions plus efficaces sur leur gouvernement afin de faire progresser le désarmement nucléaire.

M. D. Pacheco, parlementaire (Portugal), relève que les doctrines de dissuasion nucléaire sont le fruit de préoccupations de sécurité légitimes. Il s'interroge sur la question de savoir par quels moyens (y compris la coopération en matière de sécurité) les pays qui misent actuellement sur la dissuasion nucléaire pourraient assurer leur sécurité. Il demande également comment PNND aborde ces questions avec l'OTAN et les parlementaires des Etats détenteurs de l'arme nucléaire.

M. M. Kulasegaran, parlementaire (Malaisie), souligne que la communauté internationale est tout à fait favorable à la proposition de convention sur les armes nucléaires et s'interroge sur le lien entre cette proposition et les autres.

Mme M. Willard, représentante de l'Initiative des Religions unies (URI), présente l'appel à la conscience de l'URI, qui affirme que : "Le recours à une arme nucléaire contre un Etat quel qu'il soit est inhumain et sans effet contre les terroristes. Nous ne pouvons prétendre tenir la vie pour sacrée tout en la compromettant tout entière au nom de notre sécurité". Elle s'associe à M. Cerić pour inviter les parlementaires à collaborer avec les communautés religieuses, tout particulièrement par le truchement de PNND, pour dégager la volonté politique requise par l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires.

M. V. Shankar, Coordonnateur de PNND pour l'Inde, estime que la dimension humanitaire de cette question devrait logiquement déboucher sur une interdiction de l'utilisation de l'arme nucléaire, puis une convention interdisant de telles armes. Il pose la question de savoir pourquoi des pays tels que l'Autriche, l'Irlande et la Norvège, qui sont au premier rang de l'initiative humanitaire sur les armes nucléaires, n'appuient pas la résolution présentée par l'Inde aux Nations Unies dans le but que se tiennent des négociations visant à permettre l'adoption d'une convention interdisant le recours à l'arme nucléaire.

M. A. Ware, Coordonnateur mondial de PNND, répond à certaines des observations et questions. En ce qui concerne la plainte déposée par les Iles Marshall devant la CIJ, il relève que la Cour a envoyé à tous les Etats parties au Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) un courrier précisant que l'affaire opposant les Iles Marshall au Royaume-Uni concernait la mise en œuvre du TNP, ce qui autorise donc tous les Etats parties à ce traité à intervenir.

En réponse à la question de M. Pacheco, M. Ware souligne que PNND prône effectivement l'adoption de cadres coopératifs pour régler les problèmes de sécurité. Dans des régions telles que l'Asie du Nord-Est et le Moyen-Orient, cette coopération passe par la promotion de zones dénucléarisées. A l'échelle mondiale, elle exige de développer la nouvelle plateforme UNFOLD ZERO, qui présente les structures des Nations Unies en matière de sécurité et les optiques proposées pour résoudre les problèmes dans ce domaine en réduisant le rôle joué par les armes nucléaires dans les doctrines de sécurité.

M. Ware ajoute que PNND dialogue activement avec les Etats détenteurs de l'arme nucléaire. Ce réseau a des co-présidents en France, en Inde, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, et son Conseil compte des membres israéliens et pakistanais, ainsi qu'un ancien co-Président de la Fédération de Russie. PNND a organisé des conférences et des initiatives, y compris ses assemblées annuelles, au parlement d'un grand nombre d'Etats détenteurs de l'arme nucléaire.

En réponse à M. Kulasegaran, M. Ware se réfère au document du Basel Peace Office (diffusé lors de la réunion) intitulé *Making Sense of Nuclear Abolition Initiatives*, qui résume les principales propositions susceptibles de faire l'objet de négociations (convention sur les armes nucléaires, cadre des accords, traité d'interdiction, jalons, interdiction d'utilisation des armes nucléaires suivie de leur élimination, etc.) et précise lesquelles sont défendues par les principaux réseaux et campagnes, dont Abolition 2000, Global Zero, ICAN, Maires pour la Paix et UNFOLD ZERO.

En réponse à M. Shankar, M. Ware évoque le document élaboré par le Basel Peace Office (et diffusé lors de la table ronde), intitulé *From nuclear taboo to a prohibition (ban) on use: The next step to a nuclear-weapon-free world*, qui soutient la proposition de négociations visant à interdire l'utilisation des armes nucléaires.

Mme Muttonen conclut en invitant les parlementaires à cultiver les contacts entre eux dans le but d'instaurer un monde exempt d'armes nucléaires, tout particulièrement dans le cadre du réseau PNND. De surcroît, elle propose la mise sur pied d'un mécanisme de contrôle international pour le désarmement nucléaire et prie les parlementaires d'intensifier leur collaboration sur ce point dans le cadre de l'UIP, de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE-PA et de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, sans oublier la participation de la société civile.